

État des lieux de l'insécurité en  
Haïti de juillet à septembre 2022

Combien de temps durera la  
dépression économique d'Haïti?

Face aux adversités liées à  
l'insécurité, les "Madan Sara"  
se réinventent

2020 -2030 Une décennie d'action

# DevHaïti<sup>©</sup>

*Le Magazine du développement*

## Les conséquences désastreuses de la crise haïtienne



Des patients dont plusieurs enfants ayant développé les symptômes du cholera hospitalisées centre de traitement de diarrhées aiguës (CTDA) de Gheskio.  
Photo crédit: UNICEF Haïti

#52

15/12/2022

**Une production:**



**Ont contribué à ce numéro:**

**Kattia JEAN FRANÇOIS, Milo MILFORT, Melissa PHILIDOR, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL, Patrick SAINT-PRÉ, Dieudonné JOACHIM, Claudine ANDRÉ, Bélony BIEN-AIMÉ.**

## Haïti: les solutions de sortie de crise en crise...

**E**n Haïti, les crises se suivent et se ressemblent. Presque toutes. Les mauvais précédents ont la vie dure, et finissent toujours par faire école. À chaque fois qu'on pense avoir atteint le fond, un autre événement malheureux vient prouver le contraire. En septembre dernier, le pays a entamé un nouveau « peyi lock », dénommé cette fois-ci dans le vernaculaire « bwa kale », en signe de protestation contre la nouvelle augmentation des prix du carburant décrétée par le gouvernement en place. S'en est suivie une véritable rareté des produits pétroliers tandis que le marché noir fonctionnait à plein régime.

Cette sanction à l'encontre de l'économie formelle et informelle, de tous les gagne-petits, s'est révélée être un vrai coup dur pour les emplois, déjà peu nombreux, pour la réouverture des classes, fortement hypothéquée, et le fonctionnement du transport en commun, des hôpitaux, des banques commerciales, des médias et toute autre entreprise. Ces derniers n'ont eu guère le choix que de s'adapter aux exigences de la conjoncture en réduisant considérablement leurs horaires de fonctionnement.

Dans l'intervalle, l'insécurité galopante n'a pas diminué outre mesure. On continue à recenser les cas de kidnapping, à collecter les données relatives aux cas de viols collectifs tandis que la justice est toujours aux abonnés absents. Les bandits campent sur leurs positions, et les gangs continuent de gagner du terrain. Ils étendent les territoires occupés transformant Port-au-Prince en un véritable piège à souris. Pas moyen de quitter la capitale haïtienne par la route en empruntant la sortie nord et encore moins la sortie sud.

La libre circulation des personnes et des biens s'en sort très affectée. Tout un pan de l'économie natio-

nal est aux abois. Nous rendons compte, dans un article publié dans ce numéro, des cris de désespoirs Madan Sara, considérées à juste titre comme les poumons de l'économie de ce pays, qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Trop occupés dans leurs luttes intestines pour le pouvoir, autorités en place et opposition politique, font la sourde oreille. Les négociations politiques, exigées par la communauté internationale, sont au point mort. Renvoyant aux calendes grecques tout espoir de sortie de crise imminente. Les protagonistes ne se parlent plus, même du bout des lèvres, alors que la crise s'envenime. Une crise à multiples facettes : politique, sociale et économique.

Si la date d'une sortie de crise, dans l'état actuel des choses, demeure incertaine, une chose est sûre néanmoins : la facture économique de toutes nos turpitudes ne manquera pas d'être salée. On ne peut plus salée. Les effets sont déjà ressentis d'ailleurs. On ne demande plus si l'économie haïtienne va entrer en dépression mais plutôt combien de temps durera la dépression économique d'Haïti. En septembre dernier, l'inflation a atteint un nouveau pic en Haïti en franchissant la barre des 38,7%.

L'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), encore lui, nous informe de la baisse générale des activités économiques au troisième trimestre (avril - juin) de l'exercice fiscal 2021-2022 à travers la publication récemment de son bulletin de l'Indice global de l'indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE-Haïti), base 100 en 2007-2008. Ce document présente une baisse générale des activités dans les trois secteurs de l'économie, à savoir le secteur primaire, secondaire et tertiaire.

Sans oublier, le déficit jumeau, comme on aime à l'appeler dans le jargon des économistes, déficit

budgétaire et déficit de la balance commerciale, qui risque d'atteindre un niveau record. Que dire du taux de change et du financement monétaire qui carburent à vive allure et ne mettront pas longtemps pour atteindre de nouveaux sommets?

Entretemps, que font les tenants de la barque nationale qui sont payés pour trouver des solutions afin de conjurer cette mauvaise passe ? On se le demande. C'est à se demander s'il n'y a jamais eu un pilote dans l'avion.

## État des lieux de l'insécurité en Haïti de juillet à septembre 2022

*Pénurie de carburant, inflation galopante, manifestation, «Peyi lòk»... constituent le triste bilan du trimestre précédent. Aussi, faudrait-il ajouter kidnapping, guerre des gangs, en gros «insécurité» pour effectuer une plus juste évaluation du trimestre écoulé, à savoir juillet, août et septembre 2022. Dans ce papier, nous allons passer en revue l'évolution de l'insécurité et les facteurs l'ayant influencée pendant ces trois mois.*



Photo crédit: Cayes Infos

Depuis l'assassinat tragique de feu président Jovenel Moïse en juillet 2021, l'insécurité a pris une proportion démesurée. Les bandits sèment le deuil, de manière violente, et multiplient les cas d'enlèvements contre rançon sans être inquiétés outre mesure. La population fait face à une peur oppressante et paralysante. L'insécurité défraie la chronique.

Des organisations de droits humains ont répertorié des cas de criminalité qui deviennent de plus en plus récurrents. C'est le cas du Centre d'Analyse et de Recherche en Droits de l'Homme (CARDH) qui a décidé de mettre en place la Cellule d'Observation de la Criminalité (COC) question d'aborder la criminalité, dont le kidnapping, dans ses aspects complexes afin de comprendre son développement.

Dans son neuvième bulletin publié le 27 septembre 2022 et actualisé le 30 du même mois, le CARDH à travers son analyse comparative au trimestre précédent a constaté une baisse du kidnapping pour le troisième trimestre. *«Pour le troisième trimestre de l'année 2022, la Cellule d'observation de la criminalité (COC) du Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH) a recensé 204 kidnappings contre 326 pour le deuxième trimestre, une diminution 37.42%. Trois raptus collectifs ont été enregistrés contre 15 pour le trimestre précédent»*, peut-on lire dans ce rapport dont DevHaiti possède une copie.

À noter que, comme mentionné dans les bulletins, les chiffres de la Cellule d'observation de la criminalité (COC) du CARDH n'expriment pas le nombre de kidnappés en Haïti, mais permettent d'observer la tendance (hausse/baisse) du phénomène. Ils peuvent être sujet à modification dans le prochain bulletin.

Le Centre mentionne des facteurs qui expliqueraient cette diminution des enlèvements, tels que le nouveau leadership de la police, les opérations systématiques à la Croix-des-Bouquets, les arrestations des chefs de gang, des tentatives de kidnapping déviées, des otages libérés par la police, une présence accélérée de la police dans les rues, les mesures prises par le Gouvernement pour contenir le trafic d'armes, de munitions et la contrebande, le blocage du pays durant les mois d'août et de septembre ou encore le « Peyi lòk », les multiples formes de résistance de la population face aux enlèvements entre autres. Ces éléments sont internes et les externes sont : la « lutte » au niveau du Conseil de sécurité entre la Chine et les États-Unis et les efforts du gouvernement américain pour ne citer que cela.

### **Des recommandations pour maintenir la baisse**

Dans une enquête menée par le Sant Karl Lévêque qui devrait être rendu publique d'ici le mois de décembre 2022, « 40 à 60 % des membres de la Police nationale d'Haïti (PNH) sont en contact direct ou indirect avec des bandits », a estimé le directeur exécutif du Sant Karl Lévêque, Gardy Maisonneuve, dans une interview accordée à DevHaiti. *«Puisqu'ils sont en contact avec des bandits, cela compromet*

*leur tâche qui est de garantir la sécurité. Les bandits sont aussi arrogants parce que des gros chefs du gouvernement nourrissent les bandits. Ils ont les mêmes patrons que la police, des gens qui octroient de l'argent aux bandits et fournissent des moyens à la police aussi»*, s'est désolé le prêtre catholique romain qui révèle qu'il y a des policiers qui sont détachés auprès des «VIP» qui les utilisent comme «passeurs» pour donner de l'argent aux bandits.

Pour pallier le phénomène de l'insécurité, selon le rapport du CARDH, une force externe d'accompagnement adaptée aux besoins de sécurité actuelle devrait être minutieusement étudiée pour rétablir l'ordre en attendant que la police puisse le garantir efficacement sur tout le territoire national. Cette force devrait être constituée de spécialistes en guérilla urbaine avec expériences de combat dans des situations similaires à la réalité haïtienne.

Cependant, Maisonneuve croit qu'une prise en charge des policiers par les responsables est nécessaire afin d'éviter tout contact avec les bandits. Pour lui, la solution à l'insécurité n'est pas internationale. *«Les étrangers ne viendront pas se battre pour nous, ils mettront les policiers en avant dans les opérations»*, a-t-il avancé. *«Les bandits n'ont pas plus de tactique que les policiers comme le prétendent certaines personnes, il faut arrêter avec ces rumeurs»*, a soutenu celui qui a étudié et exercé la prêtrise en Italie pendant 20 ans. Le responsable du SKL croit qu'il faut bien munir la PNH, interdire l'utilisation de téléphone portable sur les lieux de travail afin d'empêcher toute communication avec les bandits.

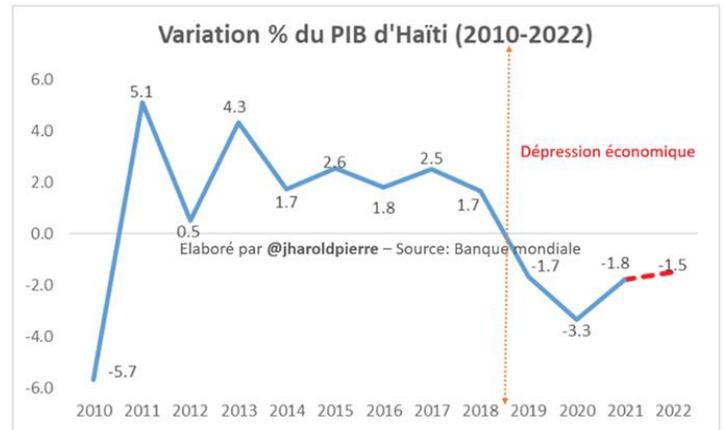
Dans ses suggestions, le CARDH propose de *«renforcer concrètement la police, poursuivre des efforts de la coopération internationale, renforcer la Justice et les mécanismes de contrôle»*. L'organisme de droits humains estime que le secteur économique, notamment les banques doivent être aussi impliquées dans la lutte contre la criminalité et le blanchiment des produits du crime, et qu'on doit avoir une société civile s'engageant aussi plus activement dans la construction de l'État de droit.

Woo-Jerry Mathurin

# Combien de temps durera la dépression économique d'Haïti?

Le blocage du terminal de Varreux entre le 12 septembre et le 7 novembre de cette année rappelle les événements des 6 et 7 juillet 2018, car ils sont tous deux causés par l'annonce d'augmentation des prix des carburants. Ces deux épisodes, tout comme l'assassinat du Président Moïse, mettent en évidence l'effondrement de l'Etat, sa totale dysfonctionnalité, son inexistence même. Si la variation du PIB d'Haïti a été très volatile en 2010 et 2017 en épousant la forme d'un zigzag avec une tendance à la baisse, elle n'a jamais été négative. Cependant, il semble que les événements de juillet 2018 aient annoncé la dépression qu'expérimente l'économie du pays, entendons par là une croissance négative de plus de trois ans. En effet, les pillages de 2018 ont été suivis de longues périodes de manifestations entre 2019 et 2022 auxquelles s'est ajoutée l'insécurité comme étant deux facteurs ayant totalement paralysé les activités économiques. Il en résulte une période de croissance négative continue entre 2019 et 2021. En toute évidence, l'année 2022 sera aussi une année perdue comme les trois antérieures, car le pays a été totalement bloqué, spécialement entre septembre et novembre. La prévision de la Banque mondiale pour l'économie d'Haïti est une croissance négative de 1.5%.

Les conséquences de cette crise économique sont multiples et variées. Tout d'abord, les investisseurs haïtiens ont commencé à s'établir en République dominicaine. En 2021, les transferts officiels d'Haïti vers le pays voisin ont été estimés à 111 millions de dollars américains mais peuvent atteindre jusqu'à 185 millions si on tient compte des transactions informelles. Parallèlement, les investissements directs étrangers qui étaient déjà insignifiants se sont réduits considérablement en passant de 375 millions en 2017 à 25 millions en 2020 avec une nette tendance à la baisse, alors que la République dominicaine a pris le chemin contraire avec une attraction telle que même pendant l'année 2020



Elaboré par Joseph Harold Pierre  
Source: Banque Mondiale

paralysée par la pandémie du Covid-19, elle a reçu 2.6 milliards de dollars en terme d'investissements directs étrangers. Au regard de ces données, les investissements haïtiens en République dominicaine ressemblent à un malade déjà anémique et gravement blessé mais qui donne du sang à des individus vigoureux. Mais, aucun investisseur ne peut jeter son argent par la fenêtre. Tout le débat reste dans la construction d'Haïti qui dépasse la portée de cette courte analyse.

Le coût de la vie, mesuré par l'inflation, a considérablement augmenté. L'inflation a eu une tendance ascendante entre 2018 et 2021 avec une moyenne de 20%. En septembre 2022, le niveau des prix en glissement annuel a augmenté de 38.7%. La cherté des produits s'est traduite par une réduction soutenue du pouvoir d'achat des ménages et donc de la détérioration de leurs conditions de vie. Quant à la monnaie locale, elle perd de plus en plus sa valeur face au dollar américain, tandis que les envois de fonds de la diaspora ont réduit leur rythme et que le déficit budgétaire est épongé par la création moné-

taire. Pour 2022, nous avons estimé une décroissance de 1%, laquelle pourrait se maintenir en 2023 si la conjoncture internationale dominée par le conflit russo-ukrainien reste inchangée. Comme il est bien connu dans le pays, une bonne partie de l'inflation (plus de 50%) est dite importée, car elle provient de nos achats à l'étranger. Cette situation demeurera pour longtemps, car son remède est la production nationale et les exportations, lesquelles n'étaient d'ailleurs pas notre fort mais se sont réduites considérablement à cause de la fermeture du pays par le climat d'insécurité. A court terme, le déficit budgétaire doit être réduit et son monétisation éliminée, car il alimente tant l'inflation que la dépréciation de la gourde.

A la question de départ, à savoir, «Combien de temps durera la dépression économique d'Haïti?»,

je répondrai: autant que durera l'insécurité qui paralyse toutes les activités économiques. S'il est certain que la sortie de ce climat de terreur ne conduira pas ipso facto à une croissance robuste (on n'en a jamais enregistrée d'ailleurs pour les statistiques disponibles, à part la décennie des années 70 où l'économie s'est accrue en moyenne de 5.2%), mais elle est une condition nécessaire à la fin de la dépression dont les conséquences futures seront plus d'insécurité, plus de misère, plus d'enlaidissement d'Haïti à l'échelle internationale, plus d'éclatement social et donc – le plus important – plus d'efforts et de sacrifices pour remonter la pente. Il est donc urgent de trouver une réponse à l'insécurité pour la survie de la nation.

## Face aux adversités liées à l'insécurité, les "Madan Sara" se réinventent

*Parfois rançonnées et violées par des individus armés, les "Madan Sara" sont durement éprouvées par l'insécurité qui gangrène le pays. Elles réinventent la vie pour pouvoir continuer à exister faisant preuve d'abnégation. Elles empruntent de pénibles trajets routiers pour prendre soin de leur famille et de toute une société vivant à leurs dépens.*

### Reportage

Ce jeudi-là, le ciel est nuageux à Valère, petite localité de Torbeck, au sud d'Haïti. Dès 7h, des paysans défilent avec leurs produits divers: vivres alimentaires, fruits, haricots et noix de coco... À quelques encablures, les «Madan Sara» se rassemblent pour se procurer de produits à amener à Port-au-Prince. Un chapeau sur la tête, le visage rempli de sueur, Rosita\* négocie le prix des bananes et des abricots tout en se plaignant.

«Nous avons besoin de sécurité pour pouvoir vaquer à nos activités. Cette vie chère nous tue. Nous allons à la banque pour faire des prêts pour nos achats, et voilà qu'on est bloqué à Martissant avec nos produits», déclare la quadragénaire sous un ton plein d'émotions et un visage empli de frustration.



Photo crédit: madansarafilm.com

Comme d'autres «Madan Sara», Rosita\* a déjà enregistré des pertes de produits qui sont avariés en raison de l'insécurité qui bat son plein à l'entrée sud de la capitale.

Des bruits, des rires, des disputes, le marché commence à se remplir. Plus d'une vingtaine de femmes s'activent. Elles mettent les produits achetés dans des sacs, les cousent, puis les transportent sur une bourrette pour les mettre au dehors du marché boueux. Et là, sous une pluie intermittente, Rosita attend, auprès des autres femmes. Des camions transportant d'autres Madan Sara provenant du Marché d'Arniquet doivent les récupérer pour l'aventure périlleuse vers Port-au-Prince.

### **Des marchands.es durement éprouvés.es**

La détérioration du climat sécuritaire qui sévit à Port-au-Prince depuis 2018 affecte de plein fouet les marchés publics du département du Sud. Des commerçants.es sont dans l'impossibilité d'aller acheter ou écouler leurs produits dans la capitale haïtienne. Le Marché Chantal, situé à 16 km de la ville des Cayes, est l'un de leurs lieux d'approvisionnement.

Odris Neptune est depuis une quinzaine d'années un fournisseur de bétails de plusieurs Madan Sara. Devant son comptoir, au milieu du bêlement des chèvres et des moutons et du beuglement des bœufs, il explique comment l'insécurité qui règne dans l'entrée sud du pays a de grandes conséquences sur sa clientèle. *«Cette insécurité nous touche sévèrement. Quand ça s'échauffe à la capitale, le pays en souffre tout entier»*, martèle le Cayen, père de trois enfants.

Une fidèle cliente de M. Neptune a été victime à Martissant il y a un mois. Des bandits lourdement armés ont emporté tout le bétail qu'elle venait de lui acheter. *«Elle avait 70 chèvres dans le camion»*, précise-t-il. Si Odris Neptune fait office de grossiste pour les Madan Sara en bétails, Marie Carline Charles l'est en produits agricoles.

L'originaire de Camp-Perrin pouvait compter sur ces combattantes pour tenir son commerce de maïs et de pistache, son unique source de revenus. Elle dit constater l'absence de plusieurs de ses valeureuses clientes. Un véritable embarras pour la croissance de son activité commerciale dont elle et sa famille dépendent grandement. Celle qui rend possible l'éducation de ses quatre enfants. Aujourd'hui, les choses ont changé.

*«Je crains le pire pour les jours à venir si aucun changement n'est apporté»*, prévient la quinquagénaire.

### **Des conséquences sur l'économie**

Dans l'économie haïtienne, le secteur informel domine selon les chiffres disponibles. Les Madan Sara y jouent un rôle fondamental. Ce sont elles qui facilitent la circulation des produits d'un espace à un autre jusqu'au consommateur final. Elles font bouger l'économie du pays. *«L'insécurité est comme un choc qui frappe les Madan Sara en plein cœur»*, selon l'économiste Enomy Germain, soulignant que ces femmes sont généralement des cheffes de familles qui, pour la plupart, sont monoparentales.

Avec la montée de l'insécurité, l'économie du pays est au ralenti. Ce qui occasionne une croissance négative en produit intérieur brut au cours de ces trois dernières années avec -1,5 % en 2019, -3,3 % en 2020 et -1,8 % en 2021, selon des chiffres officiels. *«L'insécurité est un vieux larron pour l'économie. Quand on ne peut pas sortir pour vaquer aux activités du quotidien, cela devient une menace pour l'économie»*, soutient M. Germain.

Selon lui, la plupart des Madan Sara consentent des prêts énormes dans le secteur informel. Ce qui fait d'elles des non-protégées dans l'économie du pays. Comme résultat beaucoup d'elles ont été contraintes d'abandonner. *«Bon nombre des Madan Sara sont plongées dans la pauvreté [extrême]»*, souligne l'économiste. De 2021 à 2022, il y a plus de 100 mille Haïtiens tombés en insécurité alimentaire. Beaucoup d'entre eux sont des Madan Sara, a-t-il ajouté.

Dans un voyage pénible, entassées comme des sardines sur le haut d'un camion, au gré du soleil et du vent, ces femmes créent l'impossible pour aboutir à leur objectif. Si beaucoup d'entre les Madan Sara s'installent à Bizoton pour livrer leurs denrées à cause de la situation de Martissant, d'autres utilisent des alternatives pour arriver à la Croix-des-Bossales avec leurs marchandises.

Marie Ginette Fortuné, 47 ans, préfère laisser le camion avec les marchandises avant même d'arriver à Martissant. «*Au niveau de Fontamara 43, je prends deux motos. Une pour moi, une autre pour les marchandises. Puis, direction St-Jude*», a-t-elle expliqué. Elle aurait souhaité se lancer dans une autre activité, mais depuis sept ans celle-ci subvient au besoin de ses enfants qu'elle élève sans la présence d'un père.

St-Jude et Tara's deviennent des routes alternatives utilisées par les Madan Sara qui tentent de fuir la situation infernale régnant à l'entrée sud de Port-au-Prince. Comme beaucoup d'autres, Madan Sara, Berlande René pour sa part, se confie à un chauffeur qui transporte du sable. «*Moi et d'autres Madan Sara, payons un camion qui passe par St-Jude*», dit-elle.

Cette femme qui s'engage dans cette activité depuis 11 ans se retrouve dans l'obligation de maintenir le cap. Car, il constitue son unique recours pour prendre soin de ses six enfants. «*Comme c'est à Port-au-Prince que je dois aller pour livrer ou acheter, je suis obligée de le faire. Mais ce n'est pas une chose facile. Port-au-Prince est mon compte d'épargne*», confie-t-elle sous un ton emplie de désolation.

La combattante a failli laisser sa peau à la Croix-des-Bossales un jour avant cet entretien en raison des affrontements entre les groupes armés se disputant des territoires à l'entrée nord de la capitale. «*Nous n'étions pas rentrées ensemble, car nous étions toutes éparpillées en raison de fortes détonations à la Croix des bossales*», conclut-elle.

Les Madan Sara interrogées témoignent que, parfois même à Fontamara, elles ne peuvent pas

atteindre à cause des gangs qui s'affrontent. Pour se protéger, elles se réfugient dans la commune de Carrefour en attendant une accalmie.

### **RAMSA, une lueur d'espoir pour les Madan Sara?**

Les problèmes auxquels font face les Madan Sara ne datent pas d'hier. Toutefois, il fallait attendre décembre 2019 avant qu'elles s'unissent pour créer le Rasanbleman Madan Sara yo (RAMSA). Cette structure se donne pour objectif la prise en charge de la cause des Madan Sara.

Selon Jocelyne Jean-Louis, la présidente de l'organisation, RAMSA, compte environ 48 mille membres sur tout le territoire national. Beaucoup d'entre elles ont déjà été victimes du climat d'insécurité, d'une manière ou d'une autre. S'ensuit toujours un accompagnement du Rasanbleman Madan Sara yo. «*Si elles sont victimes de viol, nous les amenons à voir un gynécologue, puis au Ministère à la condition féminine et aux droits de la femme, nous les permettons d'avoir une assistance sociale*», souligne Mme Jean-Louis.

RAMSA se donne aussi la mission d'aider les Madan Sara à obtenir des prêts auprès des microcrédits en attendant qu'elles aient leur propre coopérative. En ce sens, la structure a déjà organisé des formations dans les départements de l'Ouest et du Nord-est. Un ensemble d'initiatives qui vise à donner aux Madan Sara, un statut autre que les commerçantes les plus négligées et les plus exposées au danger alors que leurs activités commerciales représenteraient 65% de l'économie du pays, selon des chiffres officiels.

*Fabiola Fanfan*



# La rareté de l'eau devient préoccupante!

Le dernier épisode de «Peyi lock», alimenté en grande partie par les revendications de la population contre la rareté et aussi la hausse des prix du carburant, a mis au devant de la scène un certain nombre d'autres problèmes. Devenue récurrente en Haïti depuis quelques temps, le manque d'infrastructures de base conjugué à l'insécurité a poussé pratiquement le pays entier à une crise grave d'accès à l'eau potable sans précédent.

Cette crise qui se poursuit encore met en grandes difficultés bon nombre de foyers ne disposant pas réellement d'installations de distribution d'eau courante. L'apparition récente de nouveaux cas de cholera en Haïti constitue la dernière goutte d'eau qui pourrait faire déborder le vase.

Dans beaucoup de quartiers, notamment dans ceux les plus peuplés de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, les habitants voient de toutes les couleurs quand il s'agit de s'approvisionner en eau courante. Dans les hauteurs, à Delmas, Pétion-Ville et dans les environs de Kenscoff, le prix du camion d'eau flambent quand il est encore disponible.

En l'espace de quelques mois, le prix du camion est passé de 3 000 à 6 000, gourdes avant de se situer dans les 15 000 gourdes pendant la crise aigüe du carburant entre octobre et novembre 2022. Fabiola Jean Pierre, 24 ans, mère d'une petite fille, nous explique ses déboires quand elle doit se procurer de l'eau potable, pour faire cuire ses aliments, se laver, laver ses linges et même pour la chasse de son WC. En rien de temps, le seau d'eau est passé de 7 à 25 gourdes, puis de 25 à 50 gourdes, voire de 75 gourdes dans certains endroits du haut de Delmas.

Dans les environs de la commune de Pétion-Ville, la Direction nationale de l'eau Potable et de l'Assainissement (Dinepa) dispose de quelques installations pour amener l'eau jusque dans les robinets des plus grands hôtels et restaurants et d'autres catégories de clients commerciaux privilégiés. Comme l'eau



Source d'eau améliorée dans une zone rurale en Haïti

Photo crédit: haiti.un.org

n'est toujours disponible dans les foyers résidentiels, des malfrats vont jusqu'à détourner ces conduits pour stocker l'eau et alimentent un business rentable en ces temps de pénurie.

Un Pétion-Villois, qui a requis l'anonymat, a confié à la rédaction de DevHaïti que certains vont jusqu'à corrompre les vanniers pour une meilleure desserte de leur quartier à des fins commerciales. En ces temps de rareté d'eau, ceux qui ont la capacité de stockage commercialisent même l'eau de pluie. De 15 à 30 gourdes, le prix du seau d'eau varie d'un quartier à un autre. Un fait est certain le business fonctionne, et les plus vulnérables risquent de payer le prix fort notamment avec la recrudescence des cas de choléra.

# 38.7%, l'inflation atteint un nouveau pic en septembre en Haïti

Nous reproduisons in extenso cet article publié dans les colonnes du quotidien *Le Nouvelliste* et qui rend compte du nouveau pic de l'inflation atteint en septembre 2022 en Haïti, et qui va sans aucun doute être un élément déterminant dans cette triple crise que le pays subit actuellement, à savoir politique, économique et sociale.

Tableau 1  
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION POUR L'ENSEMBLE DU PAYS  
PAR DIVISION DE CONSOMMATION  
JUILLET À SEPTEMBRE 2022

Division de Consommation	Sept. 21	Juil. 22	Août 22	Sept. 22	Variation	
					sur un mois %	sur un an %
<b>INDICE GENERAL</b>	<b>180,4</b>	<b>227,5</b>	<b>234,9</b>	<b>250,2</b>	<b>6,5</b>	<b>38,7</b>
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	198,2	254,4	264,4	286,0	8,2	44,3
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	138,6	162,6	166,7	173,7	4,2	25,3
Articles d'habillement et chaussures	191,6	247,5	256,4	270,0	5,3	40,9
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	166,0	206,4	210,1	219,7	4,6	32,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	180,2	224,9	232,9	246,1	5,7	36,6
Santé	249,6	301,9	311,4	327,4	5,1	31,2
Transports	125,8	167,4	170,7	175,5	2,8	39,5
Communications	114,1	123,7	126,1	131,0	3,9	14,8
Loisirs	190,0	217,7	222,6	232,0	4,2	22,1
Enseignement	136,5	140,3	140,3	146,2	4,2	7,1
Restaurants	211,9	254,5	263,6	277,9	5,4	31,1
Biens et services divers	171,6	211,4	218,3	229,0	4,9	33,4

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Un renchérissement important a été observé en septembre 2022 au niveau de l'Indice général des prix à la consommation (IPC, 100 en 2017-2018), soit 250.2 contre 234.9 en août. Il en résulte une augmentation mensuelle de 6,5% et une inflation annualisée de 38,7%, a constaté l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) dans la dernière publication de sa rubrique mensuelle intitulée « Le coin de l'IPC ».

Cette évolution observée par l'IHSI sur le marché de la consommation peut être attribuée, entre autres, à la hausse des cours mondiaux, à la variation du taux de change et aux crises sécuritaire et de carburant qui ont considérablement impacté les prix sur le marché des biens et services.

L'augmentation de l'IPC provient de la hausse de quasiment toutes les fonctions de consommation dont les plus importantes sont: "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (8,2% sur un mois et 44,3% sur un an), "Articles d'habillement et chaussures" (5,3% sur un mois et 40,9% sur un an), "Santé" (5,1% sur un mois et 31,2% sur un an) et "Restaurants" (5,4% sur un mois et 31,1% sur un an).

Les produits qui ont le plus influencé la hausse annuelle de l'inflation sont:

**Alimentation:** riz importé (68,7%), viande de cabri (47%), poulet (64,5%), lait en poudre (60,4%), pois sec (43,3%) et choux (26,6%).

Articles d'habillement et chaussures : confection de vêtements (32,6%), robe (53,7%), culotte (40,5%), costume, veste universelle (47,3%) et souliers et tennis (50,3%).

**Santé:** lunettes à verres correcteurs (40%) et analyse de laboratoire, radiographie (33,6%).

**Restaurants:** repas prix à l'extérieur (31,1%).

Il faut souligner qu'une flambée des prix a été observée au niveau des produits importés, soit 52% en glissement annuel. Les produits locaux ne sont pas non plus en reste avec une hausse de 30,9% de leur Indice.

Toutes les régions ont contribué à l'accroissement de l'inflation du mois de septembre 2022. Néanmoins, les variations les plus significatives par rapport au mois de septembre 2021 sont observées au niveau des régions Aire Métropolitaine et Sud qui ont crû respectivement de 39,5% et 41,1%.

### **L'inflation en rythme annuel à 32% en août 2022**

L'Indice général des prix à la consommation (IPC, 100 en 2017-2018) qui se chiffrait à 227.5 en juillet 2022 est passé à 234.9 en août, affichant ainsi des variations mensuelle et annuelle de 3,2% et de 32%, contre respectivement 3,2% et 30,5% le mois précédent, a constaté l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI).

Dans cette publication parue un peu plus tard que d'habitude, l'IPC fait état d'un des taux d'inflation les plus élevés qu'Haïti ait connus au cours des 20 dernières années.

L'inflation annuelle observée au cours du mois d'août 2022 s'explique, selon l'IHSI, par le comportement à la hausse des différentes divisions de l'IPC: "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (3,9% sur un mois et 35,2% sur un an), "Articles

d'habillement et chaussures" (3,6% sur un mois et 35% sur un an), "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (3,5% sur un mois et 30,5% sur un an), "Restaurants" (3,6% sur un mois et 27,7% sur un an) et "Biens et services divers" (3,3% sur un mois et 29,1% sur un an).

Les produits qui ont surtout influencé le glissement annuel de l'IPC sont:

Biens et services divers: savon de toilette (45,3%) et pâte dentifrice (43,3%).

Alimentation: riz (en moyenne 50,8%), viande de cabri (29,6%), petit mil (28%), poisson frais (63,5%) lait en poudre (51,5%), l'huile comestible (91,5%) et sucre (en moyenne 54,4%).

Restaurants: repas pris à l'extérieur (27,7%).

Articles d'habillement et chaussures: robe (46,5%), culotte (32,9%), costume, veste universelle (40,6%) et souliers et tennis (44,5%).

Comme c'était le cas en juillet dernier, une hausse plus importante des prix a été observée au niveau des produits importés qui ont atteint 44,8% en glissement annuel contre 24,6% pour les produits locaux.

Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer: meubles de salon (42,9%), salle à manger (43,7%), matelas (35,5%), groupe électrogène (52%) et inverter (45,4%).

Enfin, toutes les régions géographiques ont contribué à l'accroissement de l'inflation en août 2022. Par contre, les variations les plus significatives par rapport au mois d'août 2021 concernent surtout l'Aire Métropolitaine et le Sud qui ont affiché 32,7% et 34,2% respectivement.

Source: Le Nouvelliste

# Baisse générale des activités économiques au troisième trimestre 2022

L'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) a publié récemment le bulletin de l'Indice global de l'indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE-Haïti), base 100 en 2007-2008, présentant une baisse générale des activités économiques au troisième trimestre (Avril - Juin) de l'exercice fiscal 2021-2022. Les trois secteurs de l'économie dont le secteur primaire, secondaire et tertiaire ont fait l'objet de cette analyse.

**E**n termes cumulatifs, sur les neuf mois de l'année fiscale, d'octobre à juin, l'Indice global de l'indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE) a chuté de 1%. Évalué à 129.1 au troisième trimestre (d'avril à juin) de l'exercice fiscal 2021-2022, contre 132.1 au troisième trimestre de 2020-2021, l'ICAE-Haïti enregistre donc une décroissance de 2.3% en rythme annuel. Ce résultat négatif résulte d'un comportement différencié des trois secteurs de l'économie. Le secteur secondaire a progressé alors que les secteurs primaire et tertiaire ont plutôt connu une tendance baissière, indique l'IHSI.

Au troisième trimestre de l'année fiscale 2022, le secteur primaire enregistre une contreperformance due à une baisse des deux sous-branches, en l'occurrence la branche agricole et les activités extractives, pour une forte variation cumulée négative, d'octobre à juin, de 5.7%. L'ICAE-Haïti rapporte une décroissance en glissement annuel de 5.2% du secteur.

La branche Agricole, constituant la plus importante composante du secteur primaire, accuse, de façon cumulée une décroissance de 5.6% sur les trois trimestres de l'exercice. L'ICAE des Activités Extractives de son côté, au cours de ce trimestre, sur les neuf mois de l'exercice fiscal 2021-2022, a accusé une chute de 10.1 % par rapport à la même période de l'année dernière

Le secteur secondaire, de manière cumulative sur les trois trimestres d'octobre à juin 2022, enregistre



Photo crédit: Metropole

une croissance de 0.4%, révèle le bulletin. Comparativement au troisième trimestre de l'exercice fiscal 2020-2021, où le taux de croissance était en baisse de -1.3%, le secteur a affiché, au cours de ce trimestre, une progression de 1.4%. Cette évolution positive est due surtout à l'évolution des industries manufacturières puisque les autres branches ont plutôt contracté, fait savoir l'IHSI.

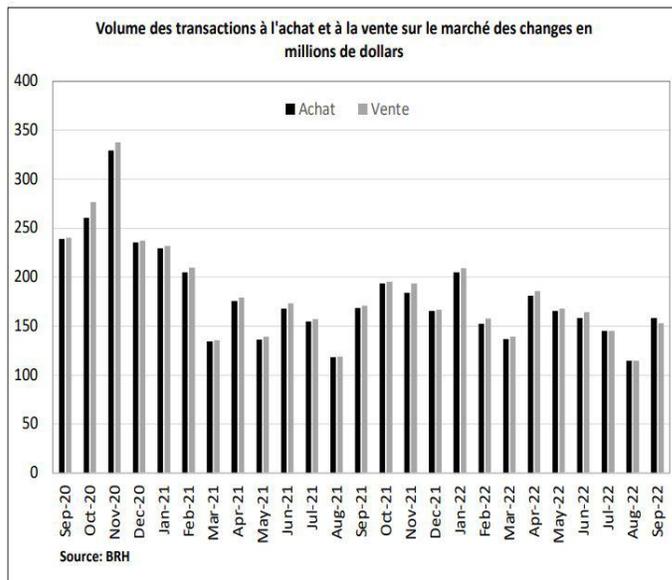
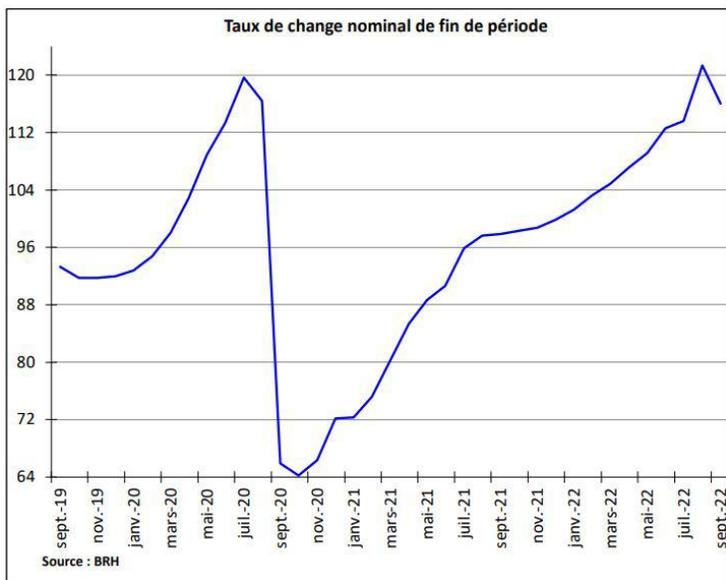
La branche des Industries Manufacturières a enregistré une croissance cumulée pour la période d'octobre à juin 2022 de 3.1 %, tandis que L'Indice de l'ICAE de la construction, au troisième trimestre de l'exercice 2021-2022, s'est établi à une décroissance interannuelle de 7.1 % et une régression de 8.2% de la branche électricité et eau.

Quant au secteur tertiaire, sur la période d'octobre à juin de l'année fiscale 2022, il a enregistré une croissance négative de -0.3%, d'après l'ICAE-Haïti de l'IHSI. Cet accroissement négatif du trimestre peut être imputé à la chute des branches telles que: Transports et Communications (-1.3%), Commerce de gros et de détail (-5.6%), Restaurant et Hôtel (-3.4%) ; puisque les autres sous-branches ont plutôt connu une tendance haussière.

L'indice de la branche Commerce en valeur cumulative, a accusé sur les neuf mois une baisse de 2.5 %. Celui de la branche Restaurant et Hôtel a connu sur la période d'octobre à juin 2022, une décroissance de 2.6 %. L'analyse sur les transports et Communications sur les trois trimestres, en résulte en termes cumulatifs une croissance de 0.9 %. L'Indice de l'ICAE de la branche des institutions financières a

affiché une progression annuelle de 5.1 % sur la période d'octobre à juin de l'année fiscale 2022. Les autres services marchands, regroupant les sous-secteurs Immobilier, Santé et Education, ont enregistré une croissance cumulée de 1.8 % et les services non marchands ont enregistré un taux d'accroissement cumulé de 5.0 % sur la période d'octobre à juin de l'année fiscale 2022.

## Pour atténuer la surchauffe sur le marché des changes



Source: BRH

**A**u dernier trimestre de l'exercice fiscal 2022 (juillet-septembre), les changements imprimés à la posture de la politique monétaire de la Banque de la République d'Haïti (BRH) ont visé l'atténuation des tensions sur le marché des changes et de leurs répercussions sur les prix. C'est ce qu'a indiqué la banque des banques dans sa Note de politique monétaire rendue publique le 5 novembre 2022. Ainsi, pour contrer la création monétaire qui alimente la demande de devises et préserver la

valeur de la gourde, la Banque centrale a enclenché un resserrement des conditions monétaires à travers le relèvement de ses taux directeurs, l'augmentation des coefficients sur les passifs en devises étrangères et un renforcement de ses interventions sur le marché des changes.

Les taux d'intérêt sur les bons BRH à maturité de 7, 28 et 91 jours sont passés respectivement de 4 %, 6 % et 10 % à 6 %, 8 % et 11,5 %. Le taux de mise en pension de ce titre a été maintenu à 17 % alors que

celui des bons du trésor a été revu à la hausse à 14 % contre 10,25 % précédemment. Par ailleurs, pour faciliter la poursuite des émissions de billets de trésorerie, l'encours des bons BRH a baissé, passant de 2 100 à 800 millions de gourdes de juin à septembre 2022.

En outre, la Banque centrale a relevé les coefficients sur les réserves obligatoires sur les passifs en dollars de 2 points de pourcentage à 53 % pour les banques commerciales et à 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL), le mode de constitution de ces réserves étant gardé inchangé, soit 12,5 en gourdes et 87,5 % en monnaies étrangères. Selon cette note, cette révision des taux de réserves obligatoires sur les passifs en devises a permis à la BRH d'absorber un total de 793,3 millions de gourdes de liquidité excédentaire dans le système bancaire.

« S'agissant des taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes, ils ont été maintenus inchangés par rapport à leur niveau de mars 2020, soit 40 % pour les banques commerciales et 28,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL) », indique la BRH dans cette note de politique monétaire.

Les mesures d'assèchement de la liquidité excédentaire en gourdes prises par la BRH ont été également renforcées par ses interventions sur le marché des changes. Ainsi, pour soutenir l'offre de devises qui a subi les effets néfastes de l'affaiblissement des transferts privés sans contrepartie, les autorités monétaires ont vendu 115,85 millions de dollars américains sur le marché des changes entre juillet et septembre 2022.

Les interventions précitées se sont soldées par une vente nette de 11,48 millions de dollars et la BRH a pu stériliser plus de 1,34 milliard de gourdes sur l'ensemble du trimestre sous revue. Par ailleurs, en

vue de limiter la progression de la demande d'encaisses de précaution en devises, la Banque centrale a poursuivi ses émissions d'obligations BRH dont l'encours s'est chiffré à 5,58 milliards de gourdes en septembre 2022 contre 7,3 milliards de gourdes en juin 2022.

La Banque centrale conclut que les perspectives à court terme pour l'économie haïtienne seront tributaires d'un ensemble de facteurs dont l'évolution de la situation sécuritaire et socio-politique, la disponibilité de produits pétroliers et la baisse de l'inflation chez les principaux partenaires commerciaux. Au niveau interne, l'atténuation des troubles sociopolitiques et l'amélioration des conditions de sécurité permettront un meilleur fonctionnement de l'activité économique.

De façon globale, cette atténuation si nécessaire devrait avoir des incidences positives sur la confiance des agents économiques, une condition sine qua non dans le rétablissement d'un climat des affaires propice aux investissements et aux initiatives privées. De même, une telle situation pourrait contribuer à l'élimination des goulots d'étranglement au niveau des chaînes d'approvisionnement qui affectent l'offre et conséquemment les prix dans l'économie.

Sur le plan externe, la note de politique monétaire entrevoit le ralentissement du rythme de progression de l'inflation chez les partenaires commerciaux d'Haïti qui devrait aider à réduire la facture d'importations du pays et limiter les pressions inflationnistes provenant des produits importés. Parallèlement, la désinflation combinée à une croissance plus prononcée de ces économies est source d'amélioration du revenu disponible des migrants haïtiens et conséquemment, des transferts privés sans contrepartie.



# La Direction des Systèmes d'Information (DSI) du ministère de l'Économie et des Finances au centre de la réforme des finances publiques en Haïti

*La DSI du ministère de l'Économie et des Finances (MEF), à travers le Projet de renforcement de la gestion publique pour l'amélioration de la prestation de services (PREGEPAPS), financé par la Banque interaméricaine de développement (BID), a rencontré différents secteurs de l'État pour présenter les grandes lignes du programme de renforcement de l'infrastructure informatique pour la mise en œuvre du système intégré de gestion et des finances publiques.*

Le PREGEPAPS fait suite à l'évaluation en 2013 des systèmes informatiques du MEF, qui a débouché sur un plan directeur et un plan d'action quinquennal pour la mise en place de la DSI, actuellement en opération et qui remplace l'unité informatique préexistante. Ce plan prévoit également la mise en place d'un système d'information avec des solutions informatiques intégrées qui vise à renforcer la sécurité du système tout en optimisant son organisation.

Au cours des derniers mois, la DSI du MEF a pris soin d'associer plusieurs secteurs de la fonction publique, tels que les directeurs des ressources humaines; de l'administration et finances; de communication, les différentes directions du ministère de la Santé Publique et de la Population entre autres, aux échanges sur les réalisations à ce jour et de démontrer leur rôle essentiel dans la transition progressive des services publics vers le numérique. Ces rencontres ont renforcé le fait que la participation de tous les fonctionnaires, chacun à son niveau, est essentielle à la bonne mise en œuvre de cette transition, qu'elle soit spécifique au départ volontaire à la retraite ou à la structure de gouvernance interne de l'état, elle ne sera possible qu'avec les fonctionnaires.

Parmi les réalisations de la DSI du MEF dans le cadre de ce projet, nous pouvons citer notamment la mise en place de la plateforme gouvernementale d'échanges d'information (UXP) et d'un système de messagerie, un système d'évaluation en temps réel sur l'ensemble de l'infrastructure du réseau du MEF, la mise en place d'un site de contingence et la création d'un service d'assistance aux usagers à travers différents ministères et institutions publiques.

Tout en confirmant que la numérisation doit s'appuyer sur les employés actuels et futurs du gouvernement, la DSI du MEF a également pris en compte les différents besoins des divers groupes sur les systèmes existants et promet de travailler en étroite collaboration avec chaque direction, cabinet, projet et autres pour fournir le soutien nécessaire à la mise en œuvre réussie du système intégré de gestion de l'information et des finances publiques.

Comme on pouvait s'y attendre, un projet de cette envergure va être sujet aux différents défis. Parmi les défis déjà anticipés et ceux relevés lors des réunions, la DSI estime que la résistance au changement, le choix et la disponibilité des ressources, et une solide stratégie d'intégration pour passer de l'ancien système au nouveau sont les plus importants à souligner à date.

Malgré les difficultés de déplacements dues à la situation sociopolitique au cours du mois de septembre 2022, la DSI du MEF a pu organiser six réunions virtuelles impliquant près de 80 fonctionnaires en comptant celle d'août 2022 réunissant les directeurs généraux. Les fonctionnaires et acteurs clés rencontrés durant cette période ont promis d'agir, chacun à son niveau, pour planifier et mobiliser leurs ressources en faveur de cette transition. Le MEF continuera à s'engager auprès des autres secteurs gouvernementaux, non touchés, dans les mois à venir.

Cette approche holistique de la DSI inclut l'ensemble du système gouvernemental et en particulier son personnel, mais aussi la société civile organisée, le secteur privé des affaires, les groupes

de jeunes et les journalistes, avec lesquels le MEF a organisé des sessions d'information en décembre 2021 en plus des émissions radio/télévisées pour le grand public.

La DSI du MEF reste confiante que la mise en œuvre du système intégré de gestion de l'information et des finances publiques apportera de meilleures solutions au programme de retraite, au système global de gestion des finances publiques, au contrôle plus

strict de la gestion de la paie et des contrats, et au registre biométrique pour l'authentification des fonctionnaires. Cependant, elle reste également consciente des défis à relever et reste ouverte à tous les secteurs, public, privé et de la société civile, qui souhaitent approfondir les échanges pour la réussite de ce programme et mieux préparer les phases suivantes.

## Malgré une conjoncture mondiale défavorable, les transferts des migrants augmentent de 5% en 2022

*Les remises migratoires sont supérieures à 20 % du PIB en El Salvador, au Honduras, en Jamaïque et en Haïti.*

Les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire ont résisté aux turbulences mondiales en 2022 : leur montant total est estimé à 626 milliards de dollars, soit une augmentation de 5 % par rapport à l'année dernière. Il s'agit toutefois d'un net recul par rapport à la hausse de 10,2 % enregistrée en 2021, comme le souligne la dernière note d'information de la Banque mondiale sur les migrations et le développement.

Pour les pays à revenu faible et intermédiaire, les envois de fonds des migrants sont une source vitale de revenu. Ces transferts d'argent vers les pays d'origine contribuent à réduire la pauvreté et à améliorer la situation nutritionnelle, et ils sont corrélés avec de meilleurs résultats en matière d'insuffisance pondérale à la naissance et de taux de scolarisation chez les enfants issus de foyers défavorisés. La recherche montre que les remises migratoires aident les ménages bénéficiaires à renforcer leur résilience, en leur permettant par exemple d'améliorer leurs conditions d'habitat et de faire face aux pertes subies à la suite d'une catastrophe naturelle.



Photo crédit: Haiti Economie

La hausse des prix a eu un impact négatif sur les revenus réels des migrants. Dans les pays qui ont connu une pénurie de devises et qui pratiquent des taux de change multiples, les transferts de fonds officiellement enregistrés ont diminué, les flux se déplaçant vers des canaux parallèles offrant de meilleurs taux.

L'Afrique est la région du monde qui devrait être la plus affectée par l'impact de crises concomitantes, liées notamment aux fortes sécheresses et à l'envolée des prix mondiaux des produits de base énergétiques et alimentaires.

Dans un dossier spécial consacré aux migrations climatiques, la note d'information indique que les pressions croissantes dues aux dérèglements du climat entraîneront une augmentation des flux migratoires à l'intérieur des pays et compromettront les moyens de subsistance des populations. Les plus pauvres seront probablement les plus affectés, car souvent ils ne disposent pas des ressources nécessaires pour s'adapter ou se déplacer. Des études montrent que les migrations peuvent aider les ménages à faire face aux conséquences des changements climatiques, non seulement en leur permettant d'échapper aux catastrophes, mais aussi en faisant bénéficier les familles touchées d'envois d'argent et d'autres formes de soutien. Des changements dans les règles de droit internationales et les cadres institutionnels en matière migratoire pourront s'avérer nécessaires pour faire face aux enjeux des migrations climatiques, en particulier dans le cas des petits États insulaires.

La note d'information analyse également l'évolution des tarifs d'envoi de 200 dollars vers les pays à revenu faible et intermédiaire : ceux-ci demeurent élevés, à 6 % en moyenne au deuxième trimestre 2022 selon la base de données de la Banque mondiale sur les coûts des transferts d'argent dans le monde. Il en coûte plus cher de passer par les banques que par les opérateurs mobiles (3,5 %), mais ces derniers représentent moins de 1 % du volume total des transactions. Les technologies numériques peuvent permettre de réduire considérablement le coût des services de transfert d'argent et les délais de traitement. Le poids de la réglementation relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme continue de restreindre l'accès des nouveaux prestataires de services aux correspondants bancaires. Ces réglementations entravent également l'accès des migrants aux services numériques de transfert de fonds

### **Tendances régionales**

En déclin depuis deux ans, les transferts de fonds vers la région **Asie de l'Est et Pacifique** devraient augmenter de 0,7 % pour atteindre 134 milliards de

dollars en 2022. Les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs de l'hôtellerie et de la santé dans les pays à revenu élevé et la hausse des prix du pétrole dont bénéficient les pays du Conseil de coopération du Golfe ont stimulé la demande de travailleurs en 2022, ce qui a soutenu les envois de fonds. Cependant, on estime que les remises migratoires vers la Chine ont chuté de près de 4 % en raison des restrictions sur les voyages à l'étranger imposées aux travailleurs migrants par les politiques de lutte contre la COVID-19. Par ailleurs, la part des envois de fonds dans le PIB est particulièrement importante aux Tonga (50 %) et au Samoa (34 %). En 2023, les envois de fonds devraient diminuer de 1 % du fait de la dégradation de la conjoncture dans les pays de destination des migrants. Enfin, le coût de l'envoi de 200 dollars dans la région a augmenté, pour atteindre 6,2 % en moyenne au deuxième trimestre 2022, contre 5,8 % un an plus tôt.

Selon les estimations, les flux de transferts de fonds vers **l'Europe et Asie centrale** ont augmenté de 10,3 % pour s'élever à 72 milliards de dollars en 2022. La hausse des prix du pétrole et la demande de travailleurs migrants ont fait progresser les remises migratoires de la Russie vers les pays d'Asie centrale. En outre, l'appréciation du rouble par rapport au dollar s'est traduite par une valeur plus élevée, dans la devise américaine, des envois de fonds depuis la Russie vers l'Asie centrale. Les remises migratoires vers la République kirghize et le Tadjikistan excèdent 30 % du PIB. En 2023, les flux devraient encore ralentir et ne progresser que de 4,2 % en raison de perspectives plus sombres pour les principaux pays d'origine. Le coût de l'envoi de 200 dollars vers la région a légèrement augmenté et représente 6,4%.

En **Amérique latine et dans les Caraïbes**, les transferts d'argent devraient augmenter de 9,3 % en 2022 et atteindre 142 milliards de dollars. Les données pour les neuf premiers mois de l'année indiquent une hausse de 45 % pour le Nicaragua, 20 % pour le Guatemala, 15 % pour le Mexique et 9 % pour la Colombie. La progression de l'emploi des migrants d'Amérique latine aux États-Unis a favorisé cette dynamique. Les fonds reçus par les

migrants en transit ont également contribué à des flux importants au Mexique et en Amérique centrale. Les remises migratoires sont supérieures à 20 % du PIB en El Salvador, au Honduras, en Jamaïque et en Haïti. En 2023, on anticipe une croissance modérée de 4,7 % compte tenu de perspectives économiques plus défavorables.

**Moyen-Orient et Afrique du Nord** devraient recevoir 63 milliards de dollars de remises migratoires en 2022, soit une progression de 2,5 % contre 10,5 % en 2021. Ce ralentissement est en partie lié à l'érosion des salaires réels dans la zone euro, même si la demande d'envois de fonds dans les pays d'origine a augmenté dans un contexte de détérioration des conditions de vie, notamment la sécheresse au Maghreb et les prix élevés du blé importé. En pourcentage du PIB, les envois de fonds sont importants au Liban (38 %) et en Cisjordanie et à Gaza (19 %). Globalement, les flux vers la région devraient augmenter de 2 % en 2023. Les frais d'envoi pour un montant de 200 dollars s'élevaient à 6,3 % en moyenne au deuxième trimestre de 2022.

Selon les estimations, les remises migratoires vers **l'Asie du Sud** ont augmenté de 3,5 % pour s'élever à 163 milliards de dollars en 2022, mais il existe de grandes disparités entre les pays : une hausse de 12 % est anticipée en Inde — qui est en passe de recevoir 100 milliards de dollars sur l'année — ainsi qu'une progression de 4 % au Népal, mais il est prévu une baisse globale de 10 % pour les autres pays de la région. La diminution des flux reflète

l'arrêt des incitations exceptionnelles que certains gouvernements avaient mises en place pour attirer des fonds pendant la pandémie, ainsi que la préférence des migrants pour les canaux informels offrant de meilleurs taux de change. Les envois de fonds vers l'Inde ont été favorisés par les hausses des salaires et le dynamisme du marché du travail aux États-Unis et dans d'autres pays de l'OCDE. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, les gouvernements ont contenu l'inflation par des mesures de soutien direct qui ont protégé la capacité des migrants à envoyer de l'argent. L'envoi de 200 dollars dans la région coûtait en moyenne 4,1 % au deuxième trimestre 2022, contre 4,3 % l'année précédente.

On estime que les remises migratoires vers **l'Afrique subsaharienne**, la région la plus exposée aux effets de la crise mondiale, ont augmenté de 5,2 % pour atteindre 53 milliards de dollars en 2022, contre 16,4 % l'année dernière (en raison principalement de flux importants vers le Nigéria et le Kenya). En 2023, les flux devraient encore ralentir, à 3,9 %, en raison de la persistance d'une conjoncture défavorable dans le monde et dans les pays sources de la région. La part des envois de fonds dans le PIB est importante en Gambie (28 %), au Lesotho (21 %) et aux Comores (20 %). Il en coûtait 7,8 % en moyenne pour envoyer 200 dollars dans la région au deuxième trimestre 2022, par rapport à 8,7 % un an plus tôt. Les transferts d'argent varient en moyenne de 3,4 % à 25,2 %.

Source : Banque mondiale

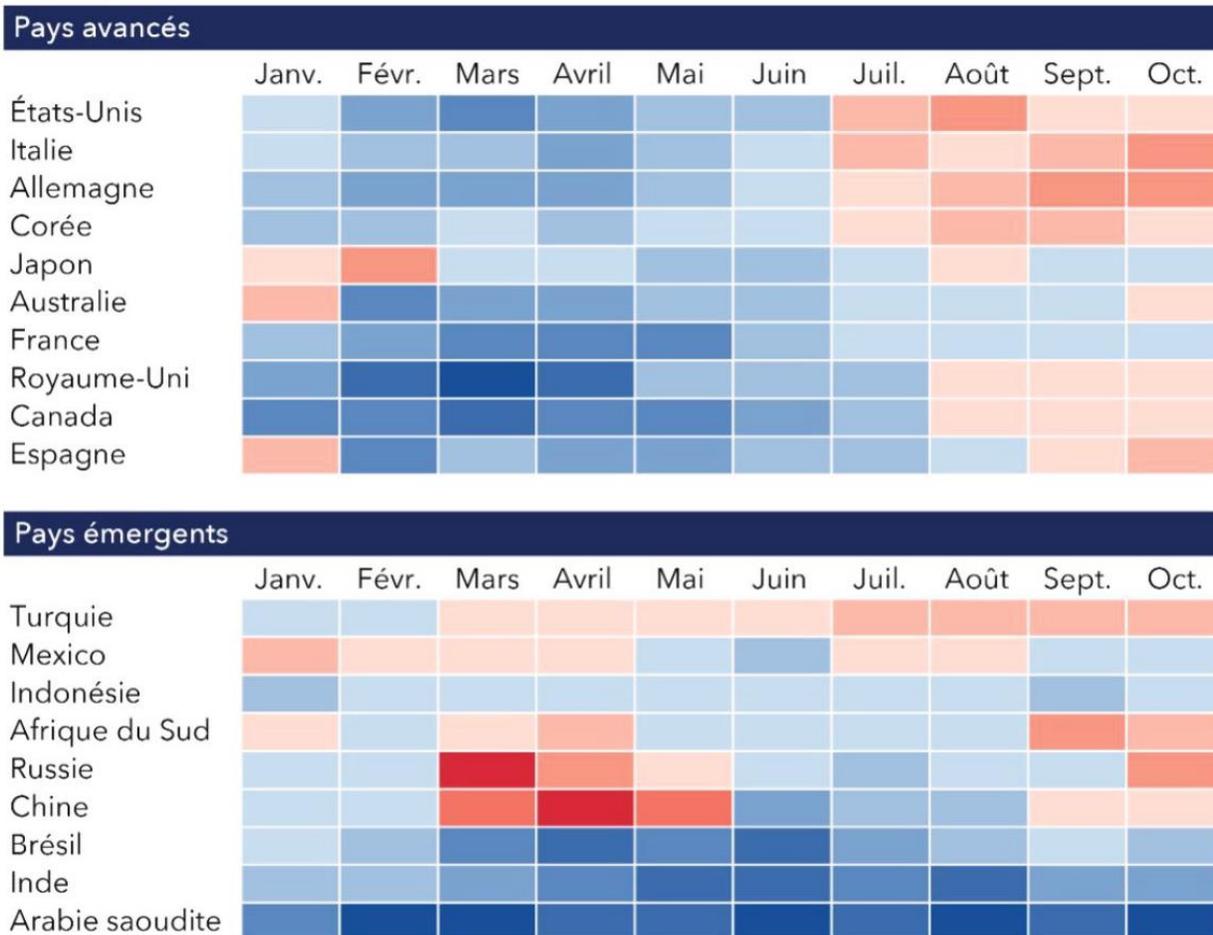


# Note infographique

## Dans le rouge

Les indicateurs d'activité confirment la morosité des perspectives économiques

(indices des directeurs d'achat, 2022 : le bleu dénote une expansion, le rouge une contraction)



Source : Caixin, CIPS, CommBank, HSBC, Jibun Bank, RBC et S&P Global, via les données de Haver Analytics

Note : indices composites à l'exception de ceux du Canada, de la Corée, de l'Indonésie, du Mexique et de la Turquie, qui portent sur la seule industrie manufacturière. L'Argentine est omise par manque de données.



## Les prix explosent en Haïti...

Le taux d'inflation dans l'économie haïtienne a atteint 32% en août 2022 par rapport à août 2021, selon l'Institut haïtien de statistique de d'informatique (IHSI) qui indique une augmentation de 38.7% du taux en septembre 2022 par rapport à septembre 2021. Cette explosion des prix au cours du mois de septembre 2022 diminue le faible pouvoir d'achat d'un grand nombre de familles dans le pays, souligne l'institution.

## Jamaïque «Open For Business»

Le gouvernement de la Jamaïque et la Banque interaméricaine de développement (BID) organisent "Invest Jamaica 2022 Conference" les 29 et 30 novembre à Montego Bay. Le forum a réuni des investisseurs et des cadres supérieurs du monde entier autour des discussions sur des opportunités d'investissement et d'affaires en Jamaïque. Environ 40 leaders des secteurs clés tels que: l'agro-industrie, les services numériques mondiaux, la logistique, les zones économiques spéciales, la fabrication, le tourisme et la finance ont pris part à l'événement.

## Et la gourde chuta...

Une dépréciation de 3% de la gourde a été enregistrée, sur le quatrième trimestre 2022, indique la Banque de la République d'Haïti (BRH), dans la publication de sa dernière note sur la politique monétaire. En ce qui a trait aux réserves nettes de change, elles se sont établies à US\$ 227.23 millions au 30 septembre 2022, en baisse de 6.14% par rapport au trimestre précédent. En dépit de ce recul, les réserves brutes continuent d'évoluer au-dessus du seuil de trois mois d'importations requis, révèle la BRH.

## La croissance française rechigne

La Banque de France table sur une croissance décevante au dernier trimestre 2022. L'institution prévoit

cependant une très légère hausse du PIB au dernier trimestre sans donner de chiffre précis compte tenu des incertitudes. La crise de l'énergie et l'inflation persistante freinent grandement l'activité dans la plupart des secteurs en France et le dernier trimestre démarre déjà très mal avec ce recul généralisé de l'activité en octobre par rapport à septembre.

## Les transferts de la diaspora en berne

Les transferts privés sans contrepartie sur l'exercice 2021-2022 ont baissé de 5.5% par rapport à la même période l'an dernier, pour atteindre US\$ 3.6 milliards, lit-on dans la note sur la politique monétaire de la BRH. Cette évolution des transferts s'explique notamment par la hausse de l'inflation dans les pays expéditeurs et son impact négatif sur le revenu disponible des ménages de la diaspora haïtienne.

## Les États-Unis de retour dans la bataille climatique

Le président Joe Biden, via sa participation à la COP 27, a signifié le retour des États-Unis dans la lutte internationale contre le changement climatique. En prélude à sa participation, le Congrès a adopté cet été un plan de US\$ 370 milliards pour accélérer la baisse des émissions de gaz à effet de serre, en subventionnant les voitures électriques ou les panneaux solaires. Les États-Unis ont également lancé une initiative pour accélérer la transition énergétique dans les pays pauvres.

## Facebook dans la tourmente

Meta, la maison-mère de Facebook, annonce la réduction de 13% de ses effectifs, ce qui reviendra à supprimer plus de 11 000 emplois. La direction le justifie par l'envolée des coûts et la dégradation du marché publicitaire. Ce plan social, l'un des plus importants lancés cette année dans le secteur de la tech, est le premier dans l'histoire de l'entreprise cofondée par Mark Zuckerberg il y a 18 ans.

### **La balance commerciale d'Haïti chancelle...**

Le déficit de la balance commerciale d'Haïti est passé de US\$ 3.23 milliards en 2021 à US\$ 3.35 milliards en 2022, informe la BRH dans sa dernière note sur la politique monétaire qui rapporte que sur les onze premiers mois de l'exercice 2022, les exportations ont augmenté de 15.03% pour se porter à US\$ 1.17 milliard, tandis que les importations de biens ont augmenté de 6.3%, totalisant US\$ 4.5 milliards sur la même période.

### **Un nouveau ciel pour Sunrise Airways**

Sunrise Airways annonce la desserte d'une nouvelle destination au départ de Port-au-Prince vers Punta Cana. Les vols opèreront le vendredi et le dimanche à compter du 16 décembre 2022, vers le plus important aéroport de République dominicaine, permettant ainsi aux passagers en provenance et à destination de Port-au-Prince d'augmenter leurs options de connexion vers l'international, lit-on dans un communiqué paru le 8 novembre.

### **Les ravages du changement climatique**

Le changement climatique occasionne une baisse de US\$ 20 à 25 milliards à l'économie canadienne, affirme le directeur parlementaire du budget. Selon cette nouvelle analyse, le produit intérieur brut (PIB) du Canada était inférieur de 0.8% à ce qu'il aurait pu atteindre sans les changements climatiques. Cette diminution du PIB réel est liée à des facteurs tels que la baisse de la production agricole, les dommages matériels et les limitations de productivité dues à la chaleur extrême ou aux fermetures forcées d'industries à cause des conditions météorologiques.

### **Sale temps pour les entreprises haïtiennes**

L'usine de textile Digner Manufacturing S.A. annonce avoir mis en disponibilité 1700 employés sans solde, faute de pouvoir s'approvisionner en carburant sur le marché local, dans une correspondance adressée au ministère des Affaires sociales et du travail (MAST). Affectées par cette crise qui prévaut dans le pays, plusieurs autres entreprises se voient obligées de réduire le nombre d'heures de fonctionnement ou de fermer jusqu'à nouvel ordre.

### **CARICOM: les banques centrales se serrent les coudes**

Les gouverneurs des banques centrales du groupement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ont convenu de renforcer la coopération entre les banques centrales régionales et le partage des connaissances dans ce domaine. Une déclaration publiée à la fin de la 59e réunion semestrielle du Comité des gouverneurs des banques centrales de la CARICOM, qui s'est terminée aux Bahamas. A noter que leurs délibérations se sont concentrées sur le développement économique régional et les perspectives.

### **Haïti «met dehors» actifs et emplois**

La société Jamaica Broilers a évalué à environ 900 millions de dollars jamaïcains le coût de l'arrêt de ses opérations en Haïti intervenu le 29 octobre dernier 2022. Ce montant reflète les actifs que la société détenait en Haïti. Le cours de l'action de la société s'est négocié à la bourse jamaïcaine mardi à 28.68 dollars jamaïcains, en baisse de 1%, moyennant une capitalisation boursière de 34.40 milliards de dollars jamaïcains. Au cours de l'exercice 2021, les opérations de Jamaica Broilers en Haïti ont réalisé des revenus de 2.37 milliards de dollars jamaïcains.

### **Le tourisme dominicain à la fête**

Le secteur du tourisme de la République dominicaine a généré plus de US\$ 7 milliards au cours de cette année, avec l'arrivée de 491 788 visiteurs, a rapporté le ministre du Tourisme, David Collado. "C'est le deuxième octobre consécutif que nous avons battu des records, quelque chose de vraiment historique", a déclaré Collado lors de la présentation du rapport. Plus loin, le ministre dit espérer l'arrivée de plus de 7 000 000 touristes, avec des revenus qui dépasseront les US\$ 8 milliards d'ici la fin de 2022.

Retrouvez toutes les éditions de  
DevHaiti sur  
[www.ahjedd.org](http://www.ahjedd.org)  
[www.papyrushaiti.com](http://www.papyrushaiti.com)  
[www.grouppcroissancehaiti.com](http://www.grouppcroissancehaiti.com)

Une production:



Le magazine DevHaïti est produit par le Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.  
Tous droits réservés.